

Belieforama

**APPRENDRE DE L'EXPÉRIENCE
MENER À L'ENGAGEMENT**
Pour la diversité des religions et
des confessions en Europe

Un document de politique générale
à l'intention des institutions
européennes et des groupes
de la société civile

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Lancé lors d'un séminaire au
Parlement européen, Bruxelles, Belgique
18 octobre 2012

Rapport établi au nom de l'association Belieforama
par ses consultants en politique générale :

Paul Weller, maîtrise ès arts, maîtrise en philosophie, doctorat en philosophie, doctorat ès lettres
Professeur de relations interconfessionnelles à l'Université de Derby, Royaume-Uni
Centre for Society, Religion and Belief (Centre pour les sociétés, religions et croyances)
Et chercheur invité à l'Oxford Centre for Christianity and Culture (Centre pour la chrétienté et la culture)
au Regent's Park College de l'Université d'Oxford
<http://www.derby.ac.uk/staff-search/professor-paul-weller>

Sariya Contractor, bachelière ès sciences, certificat d'études supérieures, doctorat en philosophie
Chercheuse postdoctorale en sociologie de la religion au Centre for Society,
Religion and Belief (Centre pour les sociétés, religions et croyances)
Université de Derby, Royaume-Uni
<http://www.derby.ac.uk/staff-search/dr-sariya-contractor>

Centre for Society, Religion and Belief (Centre pour les sociétés, religions et croyances)
<http://www.derby.ac.uk/health/social-care/research-groups/society-religion-and-belief-research-group>

Résumé analytique

S'appuyant sur l'analyse des enseignements tirés de la Community of Practice (Communauté de pratique) (<http://www.belieforama.eu>) et des formations de Belieforama, les recommandations et pistes de réflexion suivantes ont été identifiées à l'intention des institutions européennes, des autorités nationales et des groupes de la société civile :

Recommandations

1. Adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme et renforcement des droits de l'homme dans les États membres

L'UE doit adhérer dès que possible à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, en collaboration avec les États membres, procéder à un examen systématique et critique de la mise en œuvre des mesures en faveur des droits de l'homme dans chaque État membre.

2. Un appui plus ciblé de l'UE et des États membres dans la lutte contre la discrimination en matière d'emploi

L'UE et les États membres doivent, dans leur compréhension et leur application des mesures d'égalité, prendre davantage en considération les caractéristiques personnelles des employés telles que leur identité religieuse ou confessionnelle, plutôt que de se reposer sur une approche formelle de l'égalité des chances qui tente d'occulter les caractéristiques personnelles dont les lois sur l'égalité cherchent à tenir compte.

3. Soutien accru de l'UE et des États membres en faveur des initiatives pédagogiques de transformation

L'UE et les États membres doivent prendre des mesures incitatives pour que les employeurs, les pouvoirs publics et les établissements d'enseignement participent à une formation sur les religions ou les confessions de nature à soutenir la transformation des attitudes et des comportements afin de tendre vers une égalité réelle.

4. Examen transversal des politiques de l'UE et des États membres concernant les religions ou les confessions

L'UE et les États membres devraient spécialement, mais pas seulement, concernant l'adéquation de la mise en œuvre au niveau national des directives européennes, procéder à l'examen de leurs interfaces politiques en matière de religion ou de confession pour parvenir à une approche plus uniforme dans toute l'UE.

5. Mise en œuvre de la consultation du traité de Lisbonne avec les groupes religieux ou confessionnels

L'UE devrait élaborer un plan d'action concret pour la mise en œuvre des dispositions du traité de Lisbonne en vue d'un « dialogue ouvert, transparent et régulier » avec les groupes religieux et confessionnels.

Pistes de réflexion

1. Utiliser un « spectre » pour comprendre le traitement inéquitable en matière de religion ou de confession

Le modèle d'un « spectre » de traitement inéquitable sur la base de la religion ou de la confession (préjugés, haine, désavantage, discrimination directe, discrimination indirecte, discrimination institutionnelle) peut-il s'avérer utile pour analyser la dynamique de ce phénomène et identifier les mesures, individuellement ou combinées, susceptibles d'être déployées à juste titre pour la lutte contre le traitement inéquitable dans différentes parties du « spectre » ?

2. Trouver le juste équilibre entre éducation, loi et intégration

L'équilibre de la mise en œuvre des politiques au niveau de l'UE et des États membres est-il préservé entre les cadres et les prescriptions juridiques et les initiatives d'éducation et de formation en faveur de l'autonomisation et de l'intégration des minorités religieuses et culturelles ?

3. Prise d'une plus grande part de responsabilités par les groupes religieux ou confessionnels au regard de l'inégalité de traitement

Dans quelle mesure les groupes religieux ou confessionnels acceptent-ils d'assumer la responsabilité de prendre des initiatives et trouver des mécanismes pour réfléchir à la manière dont leurs propres traditions, enseignement et/ou philosophie peuvent entraîner un traitement injuste d'autres groupes religieux ou confessionnels, et/ou d'autres qui voient leur identité, partiellement ou principalement, en termes d'origine ethnique, de genre ou d'orientation sexuelle ?

4. Promouvoir une plus grande subtilité à l'égard des formes de religion ou de confession individuelles et sociales

Quelles seraient les possibilités de permettre aux groupes de la société civile de collaborer avec les organismes publics afin d'essayer d'aider les responsables de l'élaboration des politiques à comprendre et à mieux tenir compte de la complexité qui peut souvent caractériser les identifications religieuses ou confessionnelles partagées et individuelles ?

5. Réfléchir aux questions d'ordre structurel sur les relations entre religion(s), état et société

Dans quelle mesure permet-on aux groupes de la société civile (y compris les groupes religieux) de réfléchir et de contribuer au débat sur les relations structurelles entre religion(s), état et société ?

6. Dépasser la tension entre christianisme et laïcité visant à encadrer la réalité sociale européenne

Au lieu d'encadrer le paysage culturel, religieux et politique de l'Europe sous la forme de ce que l'on pourrait appeler une tension « bidimensionnelle » entre christianisme et laïcité, dans quelle mesure le fait de concevoir la réalité sociale européenne actuelle comme « tridimensionnelle », avec des contours

chrétiens et laïques (mais aussi, et de plus en plus, à pluralité religieuse) pourrait contribuer à ouvrir la voie en Europe vers une participation plus inclusive pour tous ?

Sources concernant ces recommandations et pistes de réflexion

La formation, les formateurs et les participants Belieforama, ressources pour les politiques

Depuis 2004, avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'organisation caritative, des organisations partenaires de toute l'Europe ont élaboré les processus éducatifs et les documents de formation qui font désormais partie intégrante de la communauté de pratique Belieforama (<http://www.belieforama.eu>). Son approche primée et ayant fait l'objet d'une évaluation externe a consisté à tirer un apprentissage transformateur de l'expérience des diversités en termes de religion ou de confession, y compris les croisements entre religion ou confession avec d'autres diversités telles que la culture, le genre et l'orientation sexuelle, qui contribuent à la formation d'identités individuelles et sociales. Sa formation comprend des modules génériques tels que «Diversité religieuse et lutte contre la discrimination», et des modules spécifiques tels que «Surmonter l'antisémitisme», «Surmonter l'islamophobie», «Concilier religion, genre et orientation sexuelle» et «Lutter contre la discrimination : comment faciliter l'action et agir». Depuis 2004, plus de 2 000 personnes ont travaillé sur au moins un aspect de la formation de Belieforama.

Belieforama : Susciter le changement et éclairer les politiques

Reposant sur l'interaction entre engagement, action et réflexion, la communauté de pratique Belieforama aspire à contribuer à un changement durable des attitudes et des comportements, et à informer de façon constructive les responsables de l'élaboration des politiques par le biais de sa formation. La phase actuelle du projet financé par le programme européenne Grundvig a chargé Belieforama de sécuriser le « retour collecté systématiquement auprès des participants et des formateurs » dans le but de tirer du rôle éducatif primordial de Belieforama « une valeur ajoutée » pour les décideurs politiques. Le professeur Paul Weller et le docteur Sariya Contractor du Centre pour les sociétés, religions et croyances de l'Université de Derby (Royaume-Uni) ont été chargés d'élaborer et de mettre en œuvre une recherche visant à recueillir des données auprès des participants, des formateurs et d'autres sources pertinentes Belieforama, et d'en tirer des pistes de réflexion et des recommandations pour les responsables politiques européens.

Contexte politique pour les institutions européennes et les groupes de la société civile

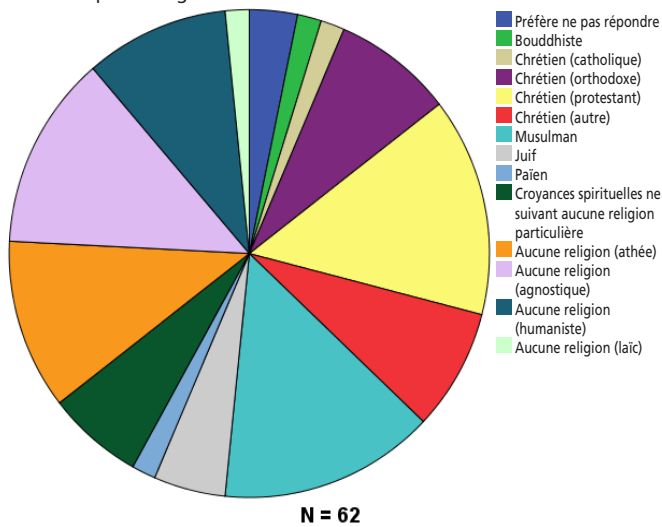
Il est souvent affirmé que l'UE n'est pas compétente en matière de religion ou de confession, et que les relations avec les groupes religieux ou confessionnels sont réservées aux États membres. Mais, tout particulièrement depuis le traité d'Amsterdam (1999), la proclamation de la Charte des droits fondamentaux (2000) et le traité de Lisbonne (1999), les institutions européennes ont progressivement interféré sur les questions de religion ou de confession, notamment lorsqu'elles traitent de la citoyenneté et des droits fondamentaux, de la lutte contre la discrimination, de l'immigration et de l'intégration, de l'inclusion sociale, de l'éducation et de la culture. Les groupes de la société civile (y compris les groupes religieux ou confessionnels) ont des domaines d'action poussée en matière de religion ou de confession qui imprègnent de vastes domaines de l'identité individuelle et sociale, de la vie et de l'organisation.

Principaux thèmes découlant de la recherche Belieforama

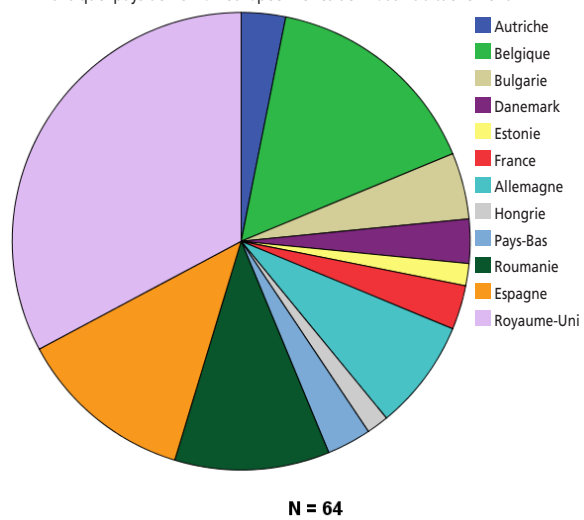
La recherche permettant d'élaborer le document complet de politique générale fournit des exemples parlants du type de données identifiées dans la recherche européenne dans son ensemble, comme les rapports Eurobaromètre spéciaux sur la discrimination dans l'UE et l'enquête sur les valeurs européennes. Elle met également en lumière des exemples de bonnes pratiques et identifie les types d'approches qui, selon les participants, ont mené à un changement transformationnel pour eux et d'autres dans le traitement des conflits et l'élaboration d'approches plus inclusives en matière de religion ou de confession.

Les caractéristiques de genre, de langue, de religion ou de confession, et de pays de résidence habituelle des répondants à l'enquête en ligne, pour les répondants ayant choisi de répondre à ces questions, sont exposées dans les graphiques ci-dessous. Le tableau ci-dessous indique en outre les raisons évoquées par les répondants concernant la participation aux formations Belieforama :

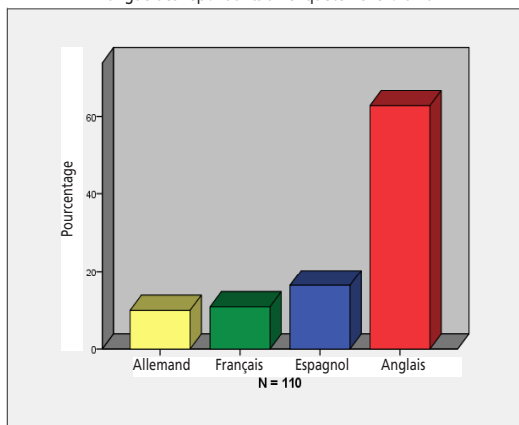
De quelle religion ou confession êtes-vous ?



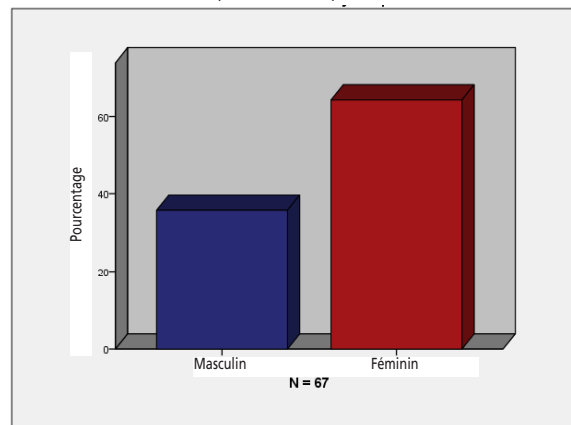
Dans quel pays de l'Union européenne résidez-vous habituellement ?



Langue des répondants à l'enquête Belieforama



Genre des répondants à l'enquête Belieforama



Motivation principale pour entreprendre la formation	Fréquence de premier choix	Pourcentage valide de premier choix	Fréquence de deuxième choix	Pourcentage valide de deuxième choix	Fréquence de troisième choix	Pourcentage valide de troisième choix
Mon intérêt personnel	42	39,6	15	16,5	15	16,5
Mon engagement religieux ou confessionnel	9	8,5	22	24,2	22	24,2
Mon engagement éducatif	7	6,6	32	35,2	32	35,2
Mon engagement politique	2	1,9	5	5,5	5	5,5
Mon engagement professionnel	45	42,5	11	12,1	11	12,1
Autre	1	0,9	6	6,6	6	6,6
Total	106	100	91	100	91	100



BELIEFORAMA
<http://www.belieforama.eu>

Project coordinated by:



Project funded by:



This project (504667-LLP-1-2009-1-BE- GRUNDTVIG-GMP) has been funded with support from the European Commission. This communication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.